

RETRAIT DE L'OFFICIALITÉ DE L'ANGLAIS Á MADAGASCAR: ÉLITISME ET FRACTURES SOCIOLINGUISTIQUES

Rovanjanahary Stella RAZAFINARIVO

Université d'Antananarivo, École doctorale Ingénierie et Géosciences

Sciences et Technique de l'Information et de la Communication

ORCID ID: 0009-0002-8024-922X

s.razafinarivo@gmail.com

Résumé : Le retrait de l'officialité de l'anglais à Madagascar en 2010, a abrogé le statut de cette langue comme troisième langue officielle aux côtés du malgache et du français. Cette étude démontre que cette politique linguistique reflète un accaparement du capital linguistique par les élites francophones. La décision ne semble pas être un simple ajustement linguistique, mais masque plutôt un colonialisme linguistique, ce qui approfondit les fractures sociolinguistiques entre urbains bilingues et ruraux monolingues malgachophones, lesquels sont souvent exclus des opportunités globales. Un outil méthodologique rigoureux, l'approche sémio-contextuelle d'Alex Mucchielli offre une analyse multidimensionnelle, considérant les langues comme des signes polysémiques qui émergent du sens par contextualisation, à travers les sept contextes de l'approche (spatial, temporel, expressif, normatif, positionnel, relationnel, physique-sensoriel). Son application complétée par les méthodes qualitatives et quantitatives, dans le cas du retrait officiel de l'anglais, révèle que l'abrogation de l'anglais, symbolisant l'ouverture à des opportunités allant au-delà de la francosphère, ne fait que consolider le pouvoir linguistique francophone par le biais du français, perçu comme marqueur élitiste par excellence, se voyant menacée par l'anglais, conduisant à l'exclusion de ce dernier.

Mots-clés : Sémio-contextualité, politique linguistique, colonialisme linguistique, Madagascar 2010, fractures sociolinguistiques

WITHDRAWAL OF ENGLISH'S OFFICIAL STATUS IN MADAGASCAR: ELITISM AND SOCIOLINGUISTIC FRACTURES

Abstract: The 2010 withdrawal of English as an official language in Madagascar revoked its status as a third official language alongside Malagasy and French. This study demonstrates that this language policy reflects a hoarding of linguistic capital by Francophone elites. The decision does not seem to be a mere linguistic adjustment, but rather masks a form of linguistic colonialism, deepening the sociolinguistic divide between bilingual urbanites and monolingual Malagasy-speaking rural populations, who are often excluded from global opportunities. A rigorous methodological tool, Alex Mucchielli's semi-contextual approach, offers a multidimensional analysis, treating languages as polysemic signs emerging from meaning through contextualization across the approach's seven contexts (spatial, temporal, expressive, normative, positional, relational, physical-sensory). Its application, supplemented by qualitative and quantitative methods in the case of the official removal of English, reveals that the revocation of English, which symbolized opening up to opportunities beyond the Francosphere, only consolidates Francophone linguistic power through French. Perceived as the elitist marker par excellence and threatened by English, French, therefore, led to the latter's exclusion.

Keywords: Semio-contextuality, linguistic policy, linguistic colonialism, Madagascar 2010, sociolinguistic fractures

Introduction

La suppression du statut officiel de l'anglais à Madagascar en 2010¹ marque un tournant décisif dans la politique linguistique nationale. Introduit en 2007² comme troisième langue officielle aux côtés du malgache et du français, l'anglais symbolisait une ouverture économique mondiale vers l'anglosphère. Cette politique peut se révéler comme un acte politique de domination francophone, non pas un simple ajustement linguistique, c'est-à-dire une domination linguistique exercée par les élites francophones visant à préserver leur pouvoir. En effet, les langues sont des outils d'identification sociale, dépassant le rôle de simple outil de communication. Comme à Madagascar, elles servent de moyen pour classer les groupes sociaux selon leur appartenance sociale. À titre d'exemple, la capacité à parler couramment le français associe une personne aux classes supérieures urbaines, tandis que la maîtrise du malgache renvoie aux classes populaires et rurales. J.J. Harijaona a souligné que « la maîtrise de la langue française reste après tout l'apanage des couches sociales favorisées ». (Harijaona, 2004 : 204).

Le français en tant que langue officielle, marqueur de statut social, sert d'outil de consolidation de ce pouvoir, permettant aux élites de contrôler l'accès à l'éducation, aux emplois et aux sphères des décisions. En revanche, l'anglais, langue de la mondialisation et des puissances économiques, semble être envisagé comme une menace à son expansion et à son hégémonie culturelle et économique (Vigner & Mollier, 2008). Par conséquent, au lieu de promouvoir le plurilinguisme pour un meilleur épanouissement économique et social, notre hypothèse souligne que le retrait de l'officialité de l'anglais en 2010, marque un acte sémiotique de consolidation de pouvoir francophone, empêchant les classes moyennes et populaires d'intégrer le monde anglophone, les reléguant dans un écosystème dominé par les élites francophones. Dans cette étude, comment l'approche sémio-contextuelle d'Alex Mucchielli (2000) offre-t-elle un cadre analytique importante pour comprendre ces dynamiques. Cette approche considère que les signes linguistiques émergent du sens en rapport avec les acteurs impliqués et ses sept contextes, tels que spatial, temporel, expressif des identités des acteurs, normatif, positionnel, relationnel, physique et sensoriel. Des lors, cette étude aborde dans un premier temps le cadre théorique et épistémologique montrant l'utilité de l'approche sémio-contextuelle dans l'analyse de la politique linguistique, avant d'examiner le retrait de l'anglais et ses implications à travers la sémio-contextualité

¹ D'après l'article 4 de la Constitution malgache de 2010, « Les langues officielles sont le malagasy et le français ».

² Aux termes de l'article 4 de la Constitution malgache révisée de 2007, « Le malagasy, le français et l'anglais sont les langues officielles. »

1. Cadre théorique et épistémologique : la sémio-contextualité comme prisme paradigmatique de la politique linguistique

1.1. *Pertinence épistémologique pour la politique linguistique malgache*

L'approche sémio-contextuelle, développée par Alex Mucchielli dans les années 1990, montre une évolution paradigmatique des phénomènes linguistique et communicationnels. Dépassant le structuralisme de Ferdinand de Saussure (1916), la théorie de la variation de LABOV (1976), les modèles communicationnels linéaires (Shannon et de Weaver, Jakobson), le modèle interactionnel de l'École Palo Alto (1960-1970) etc., la théorie sémio-contextuelle offre une nouvelle perspective d'analyse communicationnelle, soulignant que les signes linguistiques émergent du sens en relation avec ses contextes (Mucchielli, 2000). Les sept dimensions contextuelles de cette approche sont : contexte spatial, contexte temporel, contexte expressif des identités des acteurs, contexte culturel de référence aux normes et règles collectivement partagées, contexte des positions respectives des acteurs, contexte relationnel social immédiat, et contexte physique et sensoriel. À ce titre, Dans cette étude, les signes, étant l'anglais et les langues officielles (malgache et français), sont envisagés comme des éléments polysémiques dont les significations se construisent par contextualisation et en relation avec les acteurs impliqués. Ainsi, appliquée à la politique linguistique, l'approche sémio-contextuelle démontre comment les langues transcendent le simple outil de communication traitant par exemple les langues comme des signes porteurs de valeurs idéologiques et sociales. Elle peut identifier que les langues sont perçues comme des signes chargés de significations, faisant appel à la sémiotique³, qui peut interpréter une langue officielle comme signe de pouvoir. Ce qui sous-entend que le retrait de l'anglais en 2010 à Madagascar est une opération sémiotique qui incarne un rapport de pouvoir.

³ La sémiotique est la science qui étudie les signes et les processus de signification dans la communication humaine. C'est l'analyse de tout ce qui "signifie" quelque chose, telle que les mots, images, gestes, objets, et comment ces signes produisent du sens. (Barthes, 1964)

1.2. Les sept contextes comme un écosystème sémiotique, constructeur de sens

L'approche sémio-contextuelle offre une méthode qui intègre la multidimensionnalité.

Tableau 1. Grille d'analyse sémio-contextuelle appliquée au retrait de l'officialité de l'anglais (2010)

Contexte	Description	Résultats
Spatial	- Insularité de Madagascar - Disparités linguistiques : entre zones urbaines francophones et zones rurales malgachophones	Ancrage régional francophone
Temporel	- Histoire du français comme héritage colonial, - Crise de 2009	Persistance de la relation franco-malgache
Normatif	- Constitutions malgaches (2007, 2010)	Validation du bilinguisme (Malgache-français)
Expressif des identités des acteurs	Modernistes contre conservateurs	Préservation du statut du français par les élites francophones
Positionnel	Rapport de pouvoir entre les acteurs (présidents, élites francophones, classes moyennes et populaires, etc.)	Supériorité des élites francophones
Relationnel	Rivalités politiques et linguistiques	Victoire de la francosphère
Physique et sensoriel	Expositions sensorielles au malgache, au français et à l'anglais	Prédominance matérielle et sensorielle du français

D'après cette grille, le contexte spatial décrit l'environnement géographique et organisationnel encadrant le retrait de l'anglais, à savoir l'insularité de Madagascar au cœur de l'océan Indien et disparités linguistiques entre zones urbaines et rurales. Le contexte temporel expose les moments historiques importants impliqués dans le retrait de l'anglais, comme l'histoire de langue française comme héritage colonial et les crises de 2009. Le contexte expressif des identités des acteurs englobe les manifestations des intentions, projets et enjeux des acteurs (élites, présidents, population). Le contexte culturel de référence aux normes et règles collectivement partagées fait référence aux textes de lois (Constitutions) et les valeurs socio-culturelles malgaches qui valident le bilinguisme malgache-français. Le contexte des positions respectives des acteurs renvoie aux hiérarchies sociales, les statuts des acteurs (présidents), exprimant un rapport de pouvoir entre élites francophones et classes populaires, etc. le contexte relationnel social immédiat décrypte les qualités relationnelles entre acteurs (francosphère contre anglosphère), montrant des rivalités politiques et linguistiques. Enfin, le contexte physique et sensoriel démontre les expositions de la population malgache au malgache, au français et à l'anglais, sur le plan visuel, olfactif,

tactile, etc.). Étroitement lié, ces contextes analysent le retrait de l'officialité de l'anglais sous un autre angle, comme un système producteur de sens (Mucchielli, 2000), un acte sémiotique qui transforme une politique linguistique en un véritable enjeu de pouvoir.

1.3. Recueil de données

Le recueil de données s'effectue par des entretiens, observations et analyses quantitatives. Les entretiens semi-directifs portent sur une vingtaine d'individus, incluant des élites (intellectuels, fonctionnaires), des populations rurales et urbaines. Ces entretiens explorent les représentations de l'anglais et ses répercussions telles que les fractures sociales. Les observations, quant à elles, se focalisent sur certains établissements scolaires et universitaires, des espaces administratifs, entreprises, les médias afin d'identifier les pratiques de l'anglais. Un questionnaire a été également utilisé pour une quarantaine d'individus, stratifiés urbains et ruraux, avec des questions fermées appliquant l'échelle Likert (1-5), pour évaluer la maîtrise linguistique, le sentiment d'exclusion, et les impacts. Il est structuré en différentes sections courtes pour une durée de 10 à 15mn, incluant :

- Variables démographiques : âge, sexe, résidence (urbain/rural), éducation, statut, profession
- Maîtrise linguistique : niveau, occasion d'usage (travail, études, internet), utilité du cours à l'école
- Mobilité sociale : rôle de l'anglais dans l'emploi, atout (pour élites contre masses)
- Représentations linguistiques : symbole de prestige ou succès, inégalités d'accès, impacts sociétaux.

Enfin, une analyse de textes de lois s'ajoute à ce recueil de données à savoir : Constitutions malgaches de 1975, 1992, 2007 et 2010.

2. Résultats : Le retrait de l'officialité comme acte sémiotique de consolidation de pouvoir francophone

2.1. Spatialisation et ancrage géographique de la décision

Le contexte spatial révèle comment la position géographique de Madagascar encadre les politiques linguistiques.

-L'insularité de Madagascar : un carrefour francophone de l'océan Indien

Quatrième plus grande île du monde (587 000 km²), Madagascar occupe une position stratégique dans l'océan Indien. Loin des puissances anglo-saxonnes comme les États-Unis à 14 000 km, et le Royaume-Uni à 9 000 km, il se situe très proche des territoires francophones comme La Réunion (département française) à 800 km, et Comores à 300 km (pays membre de l'organisation Internationale de la Francophonie). Pour ce qui est de sa distance avec l'Afrique, il est situé à seulement 400 km des côtes africaines⁴. Cette position

⁴ <https://www.comesa.int/the-republic-of-madagascar/>, consulté le 28 novembre 2025

géographique représente un cadre spatial qui considère l'anglais comme un signe lointain dans un écosystème dominé par le français.

-Hiérarchies spatiales entre zones urbaines et rurales : fractures sociolinguistiques

Une hiérarchisation spatiale des langues apparaît sur le territoire national, opposant les zones urbaines et rurales. Dans les zones urbaines, le français est plus dominant, notamment dans les usages institutionnels (administration, éducation, justice). À l'opposé, dans les zones rurales où vit 58,77% de la population (Banque Mondiale, 2024), le malgache domine exclusivement tous les domaines. Quant à l'anglais, utilisé majoritairement en milieux urbains, cette langue n'a pas toute sa place dans les ruraux. Force est de mentionner que le malgache est maîtrisé par 99% de la population, le français par 26 % et l'anglais par 5% (INSTAT, 2021)

Tableau 2. Spatialisation linguistique entre urbains et ruraux

Langues	Zone géographique dominante	Pourcentage approximatif des locuteurs (INSTAT, 2021)
Malgache	Zones urbaines et rurales	99% de la population malgache
Français	Zones urbaines (Grandes villes)	26% de la population avec bonne maîtrise
Anglais	Zones urbaines (Grandes villes)	5% de la population, maîtrise fonctionnelle ⁵

Tableau 3: Données sur les compétences linguistiques entre zones urbaines et rurales

Période	Langue	Zone urbaine %	Zone rurale %
Avant 2010	Malgache	99	99
	Français	> 20	>5
	Anglais	5	<5
Après 2010	Malgache	98,5	99,2
	Français	>25	>5
	Anglais	5	<2

Sources : INSTAT RGP 2021

En résumé, le contexte spatial révèle une domination linguistique du malgache et du français. L'insularité malgache privilégie le français comme langue régionale. Cette dynamique spatiale révèle un colonialisme linguistique interne où le français incarne l'autorité urbaine, limitant l'autonomisation rurale.

⁵ La maîtrise fonctionnelle ne signifie pas nécessairement une parfaite connaissance académique et approfondie de la langue, mais plutôt une capacité à communiquer dans des situations pratiques.

2.2. Contexte temporel du retrait de l'anglais

Le retrait de l'officialité de l'anglais dans la Constitution malgache de 2010 ne peut se comprendre sans l'inscrire dans une temporalité, partant de la période coloniale jusqu'à l'indépendance de 1960 et les différentes républiques qui se sont succédées à Madagascar.

-Hégémonie française : héritage et stratégie

Dès la colonisation française (1896-1960), le français s'impose comme langue de l'administration, de l'éducation, reléguant le malgache, à un usage quotidien, familial et rural. Elisa Rafitoson a particulièrement souligné que cette période coloniale « a été marquée par un phénomène bien connu : la détermination du pays colonisateur à imposer sa langue qui est à la fois le reflet et le véhicule privilégié de la culture » (Rafitoson, 1992 : 46). Introduit par les Missionnaires britanniques dès 1820 à Madagascar dans leurs missions d'évangélisation (Deschamps, 1961), l'anglais était perçu comme une menace aux yeux des colonisateurs français. Lucile Rabearimanana a souligné que « toute la politique coloniale des hauts-commissaires qui se sont succédé dans le territoire jusqu'à la loi-cadre révèle cette crainte d'un accroissement de l'influence anglaise à Madagascar » (Rabearimanana, 1986 :171). Après l'indépendance de 1960, la Constitution de l'époque reconnaît le malgache comme langue nationale tout en conservant l'officialité du français et sa suprématie. Cependant, le malgache, malgré sa reconnaissance n'avait eu pas toute sa place car les élites pro-françaises des Hautes-Terres imposent leur domination sur les malgachophones (Randriamasinony, 2007), ce qui a conduit au processus de malgachisation après le mouvement populaire de 1972, une initiative qui était voué à l'échec des années plus tard, étant donné l'importance du français. Ainsi, le retrait du statut officiel de l'anglais s'explique par la volonté de maintenir la supériorité du français, non seulement pour son utilité pratique pour seconder le malgache pendant des décennies, mais aussi pour préserver un héritage colonial aux mains d'une élite urbaine francophone.

-Introduction et retrait de l'anglais

La troisième république est marquée par l'introduction du statut officiel de l'anglais en 2007 sous la présidence de Marc Ravalomanana (2002-2009). Issu du monde des affaires, ce chef de l'État a eu l'initiative d'adopter, pour la première fois, cette langue internationale comme officielle, via un référendum en 2007, avec 75,3% d'approbation⁶. Dans la Constitution révisée de 2007, l'anglais figure parmi les langues officielles de Madagascar. Cette vision s'alignait sur un plan d'ouverture internationale pour diversifier les partenaires commerciaux, en priorisant les anglophones (AGO⁷ avec les États-Unis, COMESA⁸ avec

⁶ Arrêt n°01-HCC/AR du 27 avril 2007 portant proclamation des résultats officiels du référendum du 4 avril 2007 relatif à la révision de la Constitution.

<https://www.hcc.gov.mg/?p=489>, consulté le 5 décembre 2025

⁷ African Growth and Opportunity Act

⁸ Common Market for Eastern and Southern Africa

l'Afrique de l'Est anglophone, adhésion à la SADC⁹ en 2005). Cependant, le coup d'État de 2009 et l'ascension d'Andry Rajoelina au pouvoir, comme président transitoire, a basculé le cours de l'histoire. En 2010, Madagascar est entré dans la quatrième république ; une nouvelle constitution a été votée. Celle-ci a été approuvée à 72% au référendum de novembre (HCC, 2010). Cette loi suprême a abrogé la disposition sur l'officialité de l'anglais, restaurant le duo malgache-français d'autrefois dans la Constitution. Comment expliquer cette modification brutale ? En optant pour l'anglicisation du pays, Ravalomanana était vu en train de soumettre Madagascar aux États-Unis, à la Communauté d'Afrique de l'Est et à d'autres pays anglophones, au détriment des intérêts économiques francophones. Ainsi, le retrait de l'anglais était envisagé comme un retour en force de la France qui a perdu sa place pendant le régime de Ravalomanana, pour bloquer une langue qui suscite une menace au pouvoir des élites francophones très attachés à l'héritage francophone.

2.3. Fondements normatifs : politique linguistique priorisant le bilinguisme français et malgache

Les normes législatives malgaches sont généralement calquées du système français. De 1896 à 1960, comme la France a imposé le français comme langue de l'administration et de l'éducation à Madagascar, ce statut est maintenu après l'indépendance. Cela s'explique par la politique linguistique imposée dès 1896 sous le général Gallieni, dans le but d'unifier le pays (Tirefort, 2006). Après l'indépendance de 1960, la Constitution de la première république a maintenu le français comme langue officielle aux côtés du malgache. La deuxième république, comme évoqué plus haut, est marquée par la malgachisation à la suite des revendications de 1972 pour contrer la suprématie du français. L'enseignement a été malgachisé pour valoriser le malgache, étant continuellement lésé dans ses usages. La période de la deuxième République (1975) a ainsi officialisé le bilinguisme par la Charte de la Révolution socialiste (Ratsiraka, 1975). Cette politique de bilinguisme (malgache-français) a placé le malgache comme langue prioritaire de l'enseignement (primaire, secondaire) et des discours politiques, des cultures, etc.), mais conserve l'usage du français dans l'enseignement supérieur. Cependant, la malgachisation de l'enseignement a connu des échecs importants car « la population n'a pas été assez préparée et le contenu de l'enseignement était mal cerné ». (RAPANOËL, 2008 : 157). La crise politique de 1991, donnant naissance à la troisième république, a restauré l'usage principal du français dans la Constitution de 1992. En 2007, après la révision constitutionnelle, la politique linguistique malgache a connu une nouvelle tendance, l'anglais était devenu une troisième langue officielle. En revanche, en 2010, le retour au bilinguisme s'est manifesté. Ces instabilités législatives favorisent des fractures sociolinguistiques entre les élites francophones urbaines, très attachés au français, et les classes populaires rurales malgachophones, privés

⁹ Southern African Development Community (Communauté de développement de l'Afrique australe)

d'opportunités importantes : mobilité sociale vers les marchés de travail et études à l'international.

Tableau 4. Évolution statutaire des langues à Madagascar (1960-2010)

Période	Malgache	Français	Anglais
Ière République (1960-1975)	National / officielle	Officiel	Absent
IIème République (1975-1992)	National / officiel	Officiel	Absent
IIIème République (Sous Ravalomanana : 2002-2009)	National / officiel	Officiel	Officiel
IVème République (2010-)	National / officiel	Officiel	Retiré

2.4. Énonciation identitaire des acteurs

Le contexte expressif des identités des acteurs constitue l'un des sept contextes de Mucchielli. Il englobe ce que l'on sait ou perçoit des intentions, projets, enjeux ou défis des acteurs impliqués, ainsi que de l'expression de leurs identités sociales, culturelles ou personnelles dans une situation donnée. Les acteurs impliqués dans le retrait de l'officialité de l'anglais incluent des figures politiques comme, le président déchu de son pouvoir, Ravalomanana (2002-2009), le leader de la Haute Autorité de Transition (HAT), Rajoelina (2009-2014). À cela s'ajoute la Haute Cour Constitutionnelle (HCC), qui a validé la nouvelle Constitution de 2010. Sur le plan social et institutionnel, les élites francophones (politiciens et intellectuels) jouaient un rôle majeur dans la politique linguistique de l'État.

De plus, les classes moyennes et la population rurale, étaient également concernées.

-Les acteurs politiques dans le système

**Marc Ravalomanana*

Les actions de Marc Ravalomanana en incluant l'anglais parmi les langues officielles expriment une ouverture à l'anglosphère. Ses intentions visaient à élargir les opportunités économiques et sociales, cherchant à briser les barrières francophones comme une forme de rupture avec la France. Un entrepreneur visionnaire et motivé, il était prêt à propulser Madagascar vers un avenir meilleur sur la scène internationale. Ses projets reposaient sur une relance économique : attirer des investissements anglophones, développer le tourisme, etc. Il a promu l'anglais pour séduire les États-Unis, l'Afrique de l'Est et australe anglophone, etc. Ses aspirations s'articulent ainsi autour d'un désir de modernité, rompant avec l'héritage francophone perçu comme limitant, pour s'intégrer à l'économie mondiale dominée par l'anglosphère (Razafindrakoto & Roubaud, 2014). Après son expulsion du pouvoir en 2009, Ravalomanana se heurte à des défis majeurs ; d'une part, la preuve de la fragilité de sa

légitimité, exploitée par ses opposants pour restaurer le bilinguisme français-malgache, et, d'autre part, son échec à régler les fractures linguistiques, où des groupes pro-français et pro-malgaches, très conservateurs, s'opposent à toute ouverture extérieure par peur de perdre leur identité nationale.

- Andry Rajoelina

En tant que leader de la Haute Autorité de Transition (HAT) après la crise de 2009, il a initié le référendum du 17 novembre 2010 afin de modifier certaines dispositions des lois constitutionnelles de la troisième république (Constitution de 1992, constitution révisée de 2007), parmi lesquelles est le statut officiel de l'anglais. Ce retour au bilinguisme malgache-français démontre une intention d'exclure le projet d'anglicisation du régime de Ravalomanana, afin de rétablir au mieux la relation franco-malgache. Force est de rappeler qu'en 2008, l'ambassadeur de France, Gildas Le Lidec a été expulsé indirectement de Madagascar sous l'administration de Ravalomanana, six mois après sa nomination (Global voices, 2008). Son projet visait stratégiquement à rompre avec l'héritage de Marc Ravalomanana, en tournant vers les élites francophones et les influences françaises traditionnelles (S. Randrianja, 2012). Il cherchait à renforcer son autorité en s'appuyant sur le soutien de la France et de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) était crucial. Ses défis majeurs reposaient sur sa survie politique face à la non reconnaissance du nouveau régime par la communauté internationale, aux sanctions de la SADC et de l'Union africaine et à la contestation de l'opposition, après le coup d'État de 2009.

**La Haute Cour Constitutionnelle (HCC)*

Le 6 décembre 2010, la Haute Cour Constitutionnelle (HCC) de Madagascar a validé les résultats du référendum constitutionnel tenu le 17 novembre, promulguant la Constitution de la IV^e République¹⁰. Sa décision confirmait ainsi l'abrogation de l'officialité de l'anglais et le retour au bilinguisme. Influencé par le régime transitoire, elle cherchait à éviter tout conflit, en s'abstenant de soutenir l'utilité de l'anglais pour l'éducation et l'économie. Ses projets affichaient un soutien pour la francophonie, au détriment d'une véritable démocratie linguistique pour toute la population. De toute évidence, ses membres font partie de ces élites francophones. Ainsi, en validant le retour au bilinguisme dans la nouvelle Constitution de 2010, la HCC a renforcé le pouvoir linguistique francophone.

-Groupes sociaux et institutionnels

**Les élites francophones*

Les élites francophones malgaches sont principalement issues des hauts plateaux et formées dans des établissements francophones. Ils dominent les domaines clés de la

¹⁰ Arrêt n° 01-HCC/AR du 6 décembre 2010 portant proclamation des résultats officiels du référendum du 17 novembre 2010 pour l'adoption de la Constitution de la Quatrième République

politique, de l'économie et du secteur public grâce au français (Razafindrakoto, Roubaud & Wachsberger, 2017). Étant des politiciens et intellectuels (juristes, économistes, académiciens, haut-fonctionnaires, etc.), elles jouaient un rôle clé dans le retrait de l'officialité de l'anglais, avec l'intention de préserver la supériorité du français sur le plan administratif et socio-culturel. En promouvant un bilinguisme malgache-français comme une identité nationale, ces élites ont cherché à discréditer toutes influences anglophones. Toutefois, cette stratégie de consolidation d'un élitisme linguistique francophone ne faisait qu'écarter les classes populaires de l'accès à une éducation moderne, aux postes stratégiques dans les fonctions publiques¹¹, aux opportunités internationales (Razafindrakoto, Roubaud & Wachsberger, 2017). Symbole d'élitisme, le français sert d'outil symbolique pour exclure les non-francophones.

**Les classes moyennes urbaines*

Les classes moyennes urbaines, notamment les jeunes concentrés à Antananarivo ou dans les autres grandes villes, voient l'anglais comme un outil essentiel pour accéder à un monde globalisé. Leurs intentions reposent principalement sur l'accès à des opportunités concrètes telles que les emplois internationaux, études supérieures dans des universités anglo-saxonnes (États-Unis, Royaume-Uni, Canada, Australie, etc.), ou mobilité professionnelle dans des secteurs comme les affaires, les technologies, etc. À la différence des élites francophones, qui valorisent le français comme un symbole intemporel de pouvoir et de prestige social (Bourdieu, 2001), les classes moyennes urbaines perçoivent l'anglais comme un passeport clé et une porte d'ouverture mondiale sans mesure même vers l'Asie, étant des pôles économiques asiatiques en pleine croissance (Oakes & Satori, 2021). Plutôt que de s'enfermer dans une sphère francophone en déclin ou perte d'influence géopolitique (Dollar & Kraay, 2002), les classes moyennes urbaines cherchent à privilégier une ouverture qui accélère leur mobilité sociale.

2.5. Configurations positionnelles et stratégiques des acteurs

Le contexte des positions respectives des acteurs fait référence aux statuts et rôles des acteurs influençant une situation de communication.

-Positions des acteurs politiques : jeux de pouvoir linguistiques

**Ravalomanana versus Rajoelina*

Marc Ravalomanana, en tant que président de la République (2002-2009), occupait une position haute et dominante, incarnant une élite cosmopolite et pro-anglaise, due à son image de leader moderne, dynamique et ouvert sur le monde. Cependant, son renversement en mars 2009 par un coup d'État appuyé par l'armée et les masses populaires le confinait à l'exil, notamment en Afrique du Sud, le reléguant dans une position basse, en homme

¹¹ Elles sont souvent monopolisées par ces groupes sociaux.

politique démunie de tout pouvoir, et dont l'initiative de réforme linguistique est effacée de la Constitution.

Rajoelina, présenté comme un jeune leader populiste, jouait un rôle ambigu. D'un côté, il occupait une position haute en tant que président de la Haute Autorité de la transition (HAT). Ce statut de chef d'État lui conférait une position basse face aux pressions internationales, qui ne reconnaissaient pas la légitimité du régime en place, comme l'Union africaine (UA) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). En clair, les positions respectives des deux leaders révèlent comment les choix linguistiques sont transformés en armes et outils politiques (Calvet, 1987). La chute de la position haute de Ravalomanana a ainsi permis à Rajoelina de rétablir une suprématie francophone, démontrant que la langue officielle, le français sert à perpétuer le pouvoir des élites postcoloniales. Cependant, ce mécanisme linguistique renforce les inégalités sociales en marginalisant toujours les autres langues étrangères comme l'anglais.

**La HCC :*

La position de la Haute Cour Constitutionnelle (HCC) de Madagascar, en sa qualité de gardienne de la Constitution, consistait à valider la constitutionnalité d'une loi. Ce qui lui confère une position haute dans le système étatique. En validant la Constitution de 2010, cette institution a validé le retrait de l'anglais au profit du français et du malgache. Cette décision renforçait la prééminence du français dans les sphères importantes comme l'éducation, la politique et l'administration. Cette posture dépassait les besoins pratiques pour perpétuer un héritage postcolonial, ce qui ignorait profondément les opportunités d'ouverture internationale offertes par l'anglais.

-Positionnements des élites francophones, classes moyennes urbaines et populaires : des alignements contrastés

Les élites francophones à Madagascar, héritières directes des structures coloniales françaises, occupaient une position haute dans les hiérarchies économiques et politiques. Elles étaient considérées comme actrices clés de ce retrait. En tant qu'intellectuels, politiciens, académiciens, etc., ayant fait de hautes études en France, elles avaient un grand rôle à jouer dans cette décision politique. Détentrices de réseaux francophones influents, elles percevaient le français comme un capital linguistique exclusif (Bourdieu, 2001) et préservaient ainsi leur monopole face à une anglicisation éventuelle.

Les classes moyennes urbaines, bilingues en français et malgache, soutenaient l'officialité de l'anglais. Elles reconnaissaient ses avantages et atouts concrets pour accéder aux opportunités économiques et à la mondialisation. Elles percevaient l'anglais comme un puissant levier de mobilité sociale, supérieur au français. En somme, ce positionnement de l'anglais en tant que langue officielle et outil d'émancipation pour ces urbains, défiait la domination francophone en promouvant une démocratisation linguistique. Toutefois, ces

défaillances les plaçaient dans une position basse, en subissant ce que les autorités pro-françaises décidaient. Des simples administrés, ils n'ont pas d'autorité pour défendre leurs besoins linguistiques.

De plus, au bas de la pyramide sociale, les classes populaires issues des zones rurales, majoritairement malgachophones se trouvent dans une position basse. Peu alphabétisées et limitées au malgache dans leur quotidien rural, elles sont parfois manipulées par les intellectuels. Le français semble déjà très loin de leur quotidien, de sorte que la politique linguistique les éloigne encore plus de l'anglais. Cette dynamique bloque une véritable démocratisation linguistique (Blommaert, 2010). En bref, les positionnements des acteurs lors du retrait de l'officialité de l'anglais à Madagascar en 2010 révélaient des luttes de pouvoir linguistique où les élites francophones affichaient leur domination, alors que les classes moyennes urbaines et populaires rurales naviguaient entre adaptation et manipulation. Ces clivages sociaux confirmaient que les choix linguistiques visaient parfois à faire valoir un jeu de pouvoir, plutôt qu'à répondre à des besoins pratiques.

2.6. Dynamiques relationnelles en jeu

Le retrait de l'officialité de l'anglais à Madagascar en 2010 s'inscrit dans un réseau complexe de relations sociales marquées par des tensions de pouvoir entre élites francophones et classes moyennes et populaires malgachophones. Les interactions entre acteurs mettaient en lumière des dynamiques de conflit et d'autorité, où toute forme de coopération linguistique demeurait secondaire.

-Rancunes et haines enracinées entre Ravalomanana et Rajoelina

La qualité relationnelle entre Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina est de nature conflictuelle, marquée par une rivalité personnelle, ce qui a profondément influencé cette politique linguistique à Madagascar. Cet antagonisme a atteint son paroxysme en 2008, lorsque Ravalomanana, alors président, a fermé la chaîne de télévision de Rajoelina, maire d'Antananarivo. Cette décision a déclenché des manifestations menées par Rajoelina, aboutissant au renversement de Ravalomanana en 2009 et ensuite, à la prise de pouvoir de Rajoelina par un coup d'État (S. Randrianja, 2012). Le retrait de l'anglais par le régime transitoire, est justifié par leur conflit.

-Relations de pouvoir linguistiques entre élites francophones et classes moyennes et populaires malgachophones

Les élites francophones, majoritairement urbaines et ancrées sur les hauts plateaux comme à Antananarivo, exerçaient une autorité marquante sur les classes moyennes et populaires malgachophones en érigeant le français comme vecteur de pouvoir institutionnel. En marginalisant l'anglais, les classes populaires, majoritairement rurales et malgachophones, subissaient une hiérarchie sociale marquée par la domination des élites

urbaines francophones, Cette domination relationnelle perpétuait des inégalités, le français servant de barrière, limitant l'accès équitable des populations non francophones à l'éducation, aux services publics et à l'emploi.

-Rivalités politiques et linguistiques

Marc Ravalomanana, promoteur de l'anglais dans tous les domaines, notamment le commerce et l'éducation, pour accélérer la modernisation et attirer les investissements étrangers, entretenait des relations conflictuelles avec les élites francophones ainsi qu'avec la France, laquelle était hostile à sa politique étatique en général. Son projet trilingue (malgache-français-anglais) constituait surtout un obstacle à la promotion du français. Cependant, une relation de coopération s'est tissée entre Rajoelina et la HCC. Soutenu par la Haute Cour Constitutionnelle (HCC) lors du coup d'État de 2009, Andry Rajoelina incarnait une alliance avec les mêmes élites afin de restaurer la primauté francophone, en retirant l'anglais en 2010 pour consolider son autorité face aux partisans de Ravalomanana (Galibert, 2011). Ces clivages illustrent une dynamique relationnelle marquée par une rivalité.

2.7. Dimensions physiques et perceptuelles : prédominance du français et du malgache

Selon Mucchielli, ce qui est communiqué prend un sens par rapport à l'ensemble des éléments sensoriels qui parviennent aux différents sens : vue, ouïe, proprioception, odorat, toucher (Mucchielli, 2000). Le retrait de l'officialité de l'anglais en 2010 s'inscrit dans un contexte physique et sensoriel dominé par le français et le malgache.

-La vue et la matérialité visuelle

La population malgache était confrontée à une sensorialité visuelle plus francophone et malgachophone. Visuellement, les écoles, les administrations et les espaces publics des grandes villes, telles qu'Antananarivo, déployaient une matérialité francophone dominante. Les documents officiels, les manuels scolaires, les affiches publicitaires, les enseignes commerciales, ainsi que les affiches administratives et culturelles, rédigés majoritairement en français, souvent associé au malgache, prédominaient sur les murs, les tableaux d'affichage des bureaux et les voies publiques. L'anglais y était rare, notamment dans les ministères à travers les panneaux, les organismes internationaux anglophones, ou sur certaines brochures et panneaux touristiques. Cette langue se présentait comme un élément exogène qui surchargeait la perception visuelle, aux côtés du français et du malgache.

-L'ouïe et l'ambiance sonore

Bien que l'anglais ait été introduit en 2007, le paysage auditif de Madagascar restait dominé par le bilinguisme français-malgache. Les marchés, les écoles et les radios bruissaient d'un mélange malgache-français : discours, chants et annonces publiques en ces

deux langues dominaient l'espace sonore urbain. L'anglais apparaissait sporadiquement, avec ses accents nasaux complexes, souvent méconnaissable et incompréhensible. Les oreilles malgaches l'entendaient fréquemment dans les chansons diffusées à la radio et à la télévision, dans les entreprises anglophones ou multinationales ou dans le secteur du tourisme. Sa prononciation contrastait avec l'intonation du français et le rythme du malgache, générant parfois, une irritation auditive chez les pro-français comme chez les pro-malgaches.

-Proprioception et positionnement corporel

La proprioception désigne le sens corporel responsable de la perception de la position et des mouvements des parties du corps dans l'espace (Mucchielli, 2000). En d'autres termes, elle permet au corps de savoir où il se trouve dans l'espace sans avoir à regarder. Ainsi, elle rend permet d'effectuer des mouvements précis, tels que la marche, pointer un élément du doigt (un panneau) ou se déplacer librement dans un environnement familier. Proprioceptivement, à Madagascar, le corps se sent plus à l'aise en voyant le français et le malgache, dans les espaces administratives, les bureaux, les écoles, etc. L'anglais, en revanche, crée une gêne physique et un inconfort pour la majorité des Malgaches, lors de la lecture des rares mots écrits dans cette langue. En clair, les pieds et les gestes s'alignent naturellement sur les panneaux plus familiers écrits en malgache ou français. À l'inverse, face à l'anglais, le corps hésite et se sent déséquilibré en se demandant où regarder et quelle langue lire français ou anglais, s'il y en a sur les documents affichés. Il est plus naturel de se concentrer sur le français et le malgache. Le retrait de l'anglais par le gouvernement de transition peut s'expliquer par ce sens proprioceptif.

3. Discussion

D'après la grille de Chaudenson (1988), l'officialité d'une langue exige qu'elle occupe un rôle très puissant, dans les usages institutionnalisés (textes officiels, textes administratifs nationaux, justice, administration locale, religion), dans l'éducation, dans les moyens de communication de masse (presse écrite, radio, télévision, cinéma, édition. Pour le cas du français, cette langue a déjà assuré toutes ces fonctions depuis des décennies pour seconder le malgache, n'ayant pas la capacité de tout accomplir. L'initiative du président Ravalomanana en 2007 s'avère très stratégique et prometteuse pour l'avenir de Madagascar. Cependant, elle semble un travail de longue haleine qui nécessite encore plusieurs années pour pouvoir être concrétisée. En d'autres termes, l'officialité de l'anglais requiert que tous les textes de lois soient traduits en anglais, que cette langue soit devenue la langue d'enseignement, de l'administration, de la justice, des médias, etc. comme en Inde où l'anglais est une langue officielle. L'accomplissement de ce projet prendra plusieurs années, approximativement une cinquantaine d'années ou plus. L'appropriation ou l'acquisition linguistique est un autre problème à considérer. Le français est utilisé depuis la période coloniale mais le pourcentage des compétences linguistiques de la population malgache

n'atteint que 26%. La plupart des Malgaches ne maîtrisent pas suffisamment le français alors que cette langue est enseignée dès le primaire. Qu'en est-il de l'anglais dont le pourcentage des locuteurs n'est que 5% ? Notons qu'il existe une impression où l'anglais monte en puissance par la présence des centres de formation qui se multiplient de jour en jour. Des incitations à son apprentissage gagnent du terrain à Madagascar. Toutefois, la présence de ces multitudes de centres ne signifie en aucun cas que l'anglais prend de l'ampleur à Madagascar. Outre ces centres de formation qui poussent comme des champignons, cette fausse croyance apparaît également sur le marché du travail ; certains secteurs d'activités nécessitent peut-être la maîtrise de cette langue, comme le tourisme, l'hôtellerie, le commerce, etc. Et même des emplois de haut niveau semblent requérir la connaissance de cette langue : capacité à parler, écrire, comme si, il est impossible de décrocher de tels postes sans ces compétences linguistiques. Cependant, l'anglais se trouve constamment dans une position inférieure. Si le français a pu acquérir ce statut de langue seconde très puissante, c'est en partie, dû à son passé colonial qui remonte à plus d'un siècle. En tout état de cause, bien que la langue française acquière une position hégémonique par rapport à l'anglais à Madagascar, nombreux ne le maîtrisent pas parfaitement.

Conclusion

En conclusion, l'approche sémio-contextuelle démontre que les langues officielles agissent comme des signes polysémiques de pouvoir. La suppression de l'anglais du statut officiel en 2010, telle qu'analysée à travers l'approche sémio-contextuelle d'Alex Mucchielli (2000), révèle un accaparement élitiste du capital linguistique qui aboutit à des inégalités sociolinguistiques. Cette approche démasque les rapports de domination des acteurs impliqués dans ce retrait de l'officialité de l'anglais. Le contexte spatial expose comment les situations géographiques de Madagascar a motivé ce retrait. Le contexte temporel démontre comment l'histoire a contribué à l'éviction de l'officialité de l'anglais, dû à la prédominance du français et du malgache. Le contexte normatif révèle la validation du bilinguisme du français et du malgache. Les contextes positionnels et relationnels exposent comment les élites utilisent les langues pour maintenir leurs hiérarchies postcoloniales. Les élites francophones peuvent avoir accès à l'anglais à leur gré ; mais ce sont les classes moyennes urbaines et rurales qui sont exclues de toutes opportunités : officialité exige que la langue soit démocratisée. Le contexte expressif des identités des acteurs révèle les identités conflictuelles entre les acteurs politiques aboutissant au retrait de l'officialité de l'anglais. Le contexte physique et sensoriel explique comment l'absence et la rareté de l'anglais dans les espaces publics renforce une identité malgache-française. En clair, l'hypothèse directrice a bien été vérifiée.

Références

- Barthes, R. (1964). Éléments de sémiologie. *Communications*, (4), pp. 91 135
- Blommaert, J. (2010). *The sociolinguistics of globalization*. Cambridge University Press.
- Bourdieu, P. (1982). *Ce que parler veut dire : L'économie des échanges linguistiques*. Paris : Fayard
- Bourdieu, P. (1977). Sur le pouvoir symbolique. *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 32(3), pp. 405–411.
- Bourdieu, P. (2001). *Langage et pouvoir symbolique* (J. B. Thompson, Préface). Paris: Seuil (Points, n° 922).
- Calvet, L.-J. (1987), *La guerre des langues et les politiques linguistiques*, Payot.
- Chaudenson, R., Rakotomalala, D. (2004). *Situations linguistiques de la Francophonie, État des lieux*, Réseaux Observatoire du français et des langues nationales, AGMV Marquis, Québec.
- Dahl, Ø. (2011). Linguistic policy challenges in Madagascar. *North South Contributions to African Languages*, Köln, Rüdiger Köppe, pp. 51 79
- Deschamps, H. (1961). *Histoire de Madagascar* (2e éd.). Éditions Berger Levrault.
- Dollar, D., & Kraay, A. (2002). Growth is good for the poor. *Journal of Economic Growth*, 7(3), pp. 195 225.
- Galibert, D. (2011). Rigidités et « glocalisation » : Un regard anthropologique sur la crise malgache (2009 2011). *Communication*, 29(2), pp. 413 426.
- Galibert, D. (2012). Traduction et pouvoir à Madagascar : du marquage des distances à l'énonciation de l'autorité. *Études littéraires africaines*, (34), pp. 43–53. <https://doi.org/10.7202/1018476ar>
- Global voices, Madagascar : L'ambassadeur de France a-t-il été expulsé de pour avoir le mauvais œil ?, <https://fr.global.voices.org/2008/07/25/600/>
- Harijaona, J. J. (2004). Médias et langues à Madagascar : visages des usages. *Le français en Afrique*, n°19, pp. 203 210
- INSTAT RGP3 (2021). *Compétences linguistique et scolarisation à Madagascar*, https://www.instat.mg/documents/upload/main/INSTAT_RGP3_CompétencesLinguistiquesetScolarisation_Fev_2021.pdf
- Le Breton, D. (2019). *Odeur et affectivité : les odeurs dans la relation.*, In B. Munier (éd.), À vue de nez. Paris: CNRS Éditions, pp. 143 159
- Mucchielli, A. (1998). *L'art d'influencer*, ESF Éditeur.
- Mucchielli, A. (2000). *La nouvelle communication : Épistémologie des sciences de l'information communication*. Paris : Armand Colin.
- Oakes, L., & Satori, V. (2021). Multilingualism and the twentieth century French language market. *French Politics, Culture & Society*, 39(2), pp. 1 25.

- Rabearimanana, L. (1986). Politique coloniale et nationalisme à au lendemain de l'insurrection de 1947, *Revue française d'histoire d'outre-mer*, tome 73, n°271, 2e trimestre. Madagascar et l'Europe (2e Partie), pp. 167 186
- Rafidinarivo, C. (2016). Enjeux géopolitiques des négociations sur les Îles Éparses. *La Revue MCI, Dossier spécial Îles éparses*, 72 73, pp.21 30. hal 02468637
- Rafitson, E. (1992) Bilingue dans un milieu de diglossie, l'écrivain malgache d'expression française. *Notre librairie*, n°110, Paris
- Randriamasinony, S. (2007). La politique de malgachisation de la deuxième république : un bilan contrasté, in C. Burban & C. Lagarde (éds.), *L'école, instrument de sauvegarde des langues menacées ?* Perpignan : Presses universitaires de Perpignan. <https://doi.org/10.4000/books.pupvd.31227>
- Randrianja, S. (2012). *Madagascar, le coup d'État de mars 2009*. Paris : Éditions Karthala
- Randrianja, S. & Ellis, S. (2009), *Madagascar. A Short History*. London, Hurst & Co., viii.
- Ratsiraka, D. (1975). *Charte de la Révolution*, Tananarive, 1975
- Razafindrakoto, M., & Roubaud, F. (2014). *Jalons pour une économie politique de la trajectoire malgache : Une perspective de long terme*. Institut de recherche pour le développement (IRD).
- Razafindrakoto, M., Roubaud, F., & Wachsberger, J. M. (2017). Chapitre 5. Les élites à Madagascar : un essai de sociographie. *L'énigme et le paradoxe*. Marseille: IRD Éditions. <https://doi.org/10.4000/books.irdeditions.22868>
- Saussure, F. de (1916). *Cours de linguistique générale*. Lausanne/Paris: Payot.
- Tirefort, A. (2006). *La « pacification » de Madagascar : septembre 1896 mai 1905, Guerres et paix en Afrique noire et à Madagascar*. Rennes : Presses universitaires de Rennes. <https://doi.org/10.4000/books.pur.26059>
- Trading Economics. (2025). *Madagascar GDP per capita*, [https://fr.tradingeconomics.com/madagascar/gdp per capita](https://fr.tradingeconomics.com/madagascar/gdp-per-capita)
- Vigner, G., & Mollier, J. Y. (2008). *L'émergence du domaine et du monde francophones. Documents pour l'histoire du français langue étrangère ou seconde*, 40/41. <https://doi.org/10.4000/dhfiles.96>